

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Bureau des Installations Classées
Affaire suivie par Mme STEIN
03 87 34 89 01

Arrêté

**n° 2009-DEDD/IC-187
en date du 11 septembre 2009**

mettant en demeure, Maître Gangloff, mandataire judiciaire de la Cristallerie d'HARTZVILLER, à HARTZVILLER, de respecter les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-132 du 18 juin 2009 lui imposant de prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'accès des tiers dans les bâtiments de la Cristallerie.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu les titres 1 des livres V des parties législatives et réglementaires du Code de l'Environnement et notamment son article L 514-1.;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCLAJ-2009-39 en date du 28 juillet 2009 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean Francis TREFFEL, Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-DEDD/IC-114 du 18 avril 2007 imposant à Maître GANGLOFF, en sa qualité de liquidateur judiciaire de la Cristallerie de HARTZVILLER, l'évacuation et l'élimination des déchets encore présents à l'intérieur des bâtiments ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-224 du 24 octobre 2008 mettant Maître Gangloff en demeure de respecter l'arrêté du 18 avril 2007 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-132 du 18 juin 2009 prescrivant à Maître GANGLOFF, mandataire judiciaire de la Cristallerie de HARTZVILLER, la condamnation de tous les accès aux locaux où sont stockés les produits ou déchets dangereux ;

Vu les rapports de contrôle de l'Inspection des Installations Classées rédigés suite aux visites du site effectuées le 8 juin 2009 et le 31 août 2009 ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 7 septembre 2009;

Considérant que lors de la visite du site le 31 août 2009, l'Inspection des Installations Classées a constaté que Maître GANGLOFF n'avait pas pris les mesures nécessaires pour empêcher l'accès des tiers dans les bâtiments de la Cristallerie ;

Considérant que les accès créés dans les murs des bâtiments, les portes et les fenêtres n'ont pas été condamnés ;

Considérant qu'il a été constaté que les locaux sont ponctuellement occupés par des personnes non avisées (présence d'un feu dans un local, aires de jeu créées par des enfants, ...) ;

Considérant que les produits et déchets restant sur le site sont toxiques, comburants, combustibles... ;

Considérant que le site jouxte un collège et que sa clôture est fortement dégradée ;

Considérant que les exigences de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-132 du 18 juin 2009 ne sont pas satisfaites ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1

Maître GANGLOFF, mandataire judiciaire de la SARL Cristallerie d'Hartzviller à HARTZVILLER, dont le siège social est situé 35, rue du Général de Gaulle – 57050 LE BAN SAINT MARTIN, est mise en demeure, de respecter dans un délai de quinze jours à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 1^e de l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-132 du 18 juin 2009.

Article 2

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L 514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 3

En vertu de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 4

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Sous-préfet de Sarrebourg, les Inspecteurs des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de HARTZVILLER.

Le Préfet,
Pour le Sous-Préfet,
Le Secrétaire Général

Signé Jean Francis TREFFEL